



This is an author manuscript post-peer-reviewing (accepted version) of the original publication. The layout of the published version may differ .

Mouvements sociaux

Giugni, Marco

How to cite

GIUGNI, Marco. Mouvements sociaux. In: Manuel de la politique suisse. Peter Knoepfel, Yannis Papadopoulos, Pascal Sciarini, Adrian Vatter et Silja Häusermann (Ed.). Zurich : Verlag Neue Zürcher Zeitung, 2014. p. 391–412.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:92386>

15 Mouvements sociaux

Marco Giugni, Département de science politique et relations internationales,
Université de Genève

Table des matières

1	Introduction	391
2	La structure des opportunités politiques pour la mobilisation des mouvements sociaux en Suisse	392
3	Quatre familles de mouvements	397
4	Conclusion	405

1 Introduction¹

Au début des années quatre-vingt-dix, Kriesi (1991) avait caractérisé la recherche sur les mouvements sociaux en Suisse comme étant un « champ de recherche marginal au sein d'une communauté des sciences sociales sous-développée ». Notre but ultime sera de montrer que ce jugement correspond de moins en moins à la réalité. Les premières études systématiques de la mobilisation des mouvements sociaux et, plus généralement, de la politique contestataire en Suisse, basées sur des analyses empiriques, ont été menées vers la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingts par une équipe de chercheurs de l'Université de Zurich (Kriesi et al. 1981).² Il s'agissait à ce moment-là d'un cas encore isolé. Cependant, au cours des deux dernières décennies la recherche dans ce domaine a beaucoup progressé et nous avons aujourd'hui à disposition un matériel important qui nous permet de dresser un tableau significatif de la mobilisation des mouvements en Suisse.

Malgré l'existence de plusieurs définitions des mouvements sociaux, aujourd'hui la plupart des auteurs s'accordent pour les définir comme étant des réseaux informels d'acteurs ayant une identité collective et se mobilisant autour d'enjeux conflictuels à travers différentes formes de protestation (della Porta et Diani 2006).³ Nous allons focaliser notre attention sur l'aspect le plus visible des mouvements – à savoir, leur mobilisation politique – et l'interpréter avant tout à travers le prisme des opportunités politiques. Selon la formule proposée par Tarrow (1996), les opportunités politiques sont des incitations qui encouragent ou découragent les acteurs politiques à former des mouvements sociaux. Elles se réfèrent à tous ces aspects du système politique qui ont un impact sur les possibilités qu'ont les acteurs collectifs de se mobiliser de manière efficace. Le concept de structure des opportunités politiques saisit les aspects du contexte politique des mouvements sociaux permettant de comprendre leurs caractéristiques dans un pays donné. Mal-

gré le fait que, au fil du temps, ce concept ait fini par incorporer un nombre tellement élevé d'aspects (y compris au plan supranational) au point de diluer fortement son pouvoir explicatif, la plupart des travaux se sont concentrés sur les quatre aspects suivants: (1) l'ouverture ou la fermeture relative du système politico-institutionnel; (2) la stabilité ou l'instabilité des alignements politiques; (3) la présence ou l'absence d'alliés parmi les élites politiques; et (4) la capacité et la propension de l'État à réprimer la contestation (McAdam 1996). Nous allons souligner avant tout les aspects institutionnels, à savoir le degré d'ouverture du système politique.

2 La structure des opportunités politiques pour la mobilisation des mouvements sociaux en Suisse

La structure des clivages

Les différents éléments de la structure des opportunités politiques permettent de comprendre l'émergence des mouvements sociaux, leur niveau de mobilisation, leurs répertoires d'actions et leurs effets politiques. Il y a cependant un cinquième aspect dont il faut tenir compte, à savoir la structure des clivages. Ces derniers contribuent à former un potentiel de mobilisation qui pourra se transformer en action dans la mesure où des circonstances favorables se présentent. Selon Kriesi et al. (1995), qui reprennent un raisonnement proposé par Bartolini et Mair (1990), plus un clivage est saillant et non pacifié, plus le potentiel de mobilisation de ce clivage est élevé, donc disponible pour l'émergence de mouvements s'appuyant sur ce clivage.

En général, les mouvements qui s'appuient sur des potentiels politiques traditionnels ont une capacité de mobilisation relativement faible en Suisse, car les clivages traditionnels sont peu saillants. En revanche, la pacification des clivages traditionnels a comme conséquence de laisser plus d'espace pour l'émergence de nouveaux clivages, qui constituent la base pour d'autres types de mouvements, tant «de gauche» que «de droite» (Kriesi et al. 1995; Kriesi 1995a, 1999).

Pour évaluer plus spécifiquement le potentiel de mobilisation des mouvements traditionnels, nous pouvons nous appuyer sur les quatre clivages mis en évidence par Rokkan (1970). Le clivage centre-périphérie constitue notamment la base pour l'émergence des mouvements régionalistes et nationalistes revendiquant la défense d'une identité territoriale. La force de ce clivage dépend en partie de la structure de l'État: une structure fédérale tend à l'institutionnaliser par le biais de la diffusion du pouvoir, diminuant ainsi sa saillance. Pour cette raison, l'État fédéral suisse, qui donne beaucoup d'autonomie et de pouvoir aux cantons, devrait être un cadre défavorable à la constitution d'un potentiel de mobilisation des mouvements régionalistes et nationalistes. À l'opposé, les exemples de l'Angleterre ou de la France, ayant un État fortement centralisé, constituent un terrain fertile pour la mobilisation des communautés périphériques souvent discriminées par l'État central et qui se fondent sur des clivages ethniques ou linguistiques.

Le clivage religieux, ayant en Suisse traditionnellement opposé les catholiques et les protestants, a également été pacifié, principalement par le biais du fédéralisme. Au cours de l'histoire moderne du pays, les catholiques, minoritaires par rapport aux protestants qui ont été les artisans de la construction de l'Etat, ont progressivement été intégrés dans la politique et l'administration nationale au travers de règles de représentation proportionnelle des communautés religieuses.

Le clivage ville-campagne oppose les régions urbaines et industrielles aux régions rurales où domine l'économie paysanne. C'est un clivage qui a dominé la politique un peu partout en Europe au dix-neuvième siècle (Rokkan 1970), mais qui a beaucoup perdu de sa saillance au cours du vingtième siècle en raison de la réduction de la taille de la classe paysanne et de son intégration politique. Cependant, peut-être dû à l'organisation politique et au poids électoral des paysans ou à un changement de contenu de ce clivage, avec dans les zones non urbaines des populations qui ne sont pas agricoles mais néanmoins traditionalistes, ce clivage a gardé une certaine capacité de mobilisation.

Finalement, le clivage de classe est, aujourd'hui encore, certainement le plus important parmi les clivages traditionnels. A nouveau, la capacité de mobilisation de ce clivage et donc du mouvement ouvrier s'est progressivement réduite dans le monde occidental, à cause de la transformation de la structure de classe provoquée par l'avènement du secteur des services à partir de l'après-guerre, mais aussi du développement de l'Etat-providence et de l'amélioration des conditions de vie. Néanmoins, cette réduction du potentiel de mobilisation du mouvement ouvrier varie considérablement de pays à pays. En Suisse, contrairement à d'autres pays européens tels que la France ou l'Italie, la pacification du conflit de classe, devenue une caractéristique institutionnelle du système politique avec l'instauration de la paix du travail en 1937 et la cooptation du Parti socialiste au sein de la formule magique dès 1959, laisse relativement peu d'espace à la mobilisation ouvrière.

Les opportunités institutionnelles et le rôle de la démocratie directe

Les mouvements sociaux en Suisse sont confrontés à un contexte de forte ouverture institutionnelle dû notamment au fédéralisme, à la fragmentation du pouvoir, à la faiblesse de l'administration publique et à la présence de la démocratie directe (Kriesi 1995b). En particulier, le fédéralisme et la démocratie directe – deux aspects clés des institutions suisses – contribuent largement à produire cette ouverture de la structure des opportunités institutionnelles qui exerce un effet certain sur les niveaux et les formes de la mobilisation des mouvements sociaux en Suisse. Par exemple, la structure fédérale du pays, avec la multiplication des points d'accès qu'elle offre, tend à faciliter la mobilisation des mouvements (Giugni 1996).

Cependant, le facteur institutionnel peut-être le plus important en Suisse est constitué par la démocratie directe, un instrument dont les mouvements en Suisse ont fait large usage (Giugni 1995; Giugni et Passy 1997; Kriesi et al. 1995).⁴ La présence d'instruments de démocratie directe (notamment l'initiative populaire et le

référendum facultatif) offre un canal supplémentaire pour la mobilisation des mouvements sociaux en Suisse, entraînant ainsi une augmentation de leur niveau de mobilisation, mais ayant en même temps un effet modérateur sur leur répertoire d'actions (Kriesi 1995c). Epple-Gass (1988) a précisément mis en garde contre les dangers de cet effet modérateur en soulignant la fonction modératrice et intégrative de l'initiative populaire qui aurait transformé le mouvement pacifiste en un « mouvement d'initiative ». Il voit dans cette fonction latente de l'initiative une des grandes limites de la contestation en Suisse (Epple-Gass 1991). Cependant, cet auteur néglige peut-être les effets positifs et indirects de cet instrument sur la mobilisation des mouvements sociaux, surtout la possibilité de placer un enjeu sur l'agenda politique et publique (Giugni 1991). En outre, il ne faut pas oublier que la démocratie directe – surtout le référendum facultatif – peut également être un instrument de blocage de la part des mouvements sociaux sur les décisions du gouvernement et sur les politiques publiques (Giugni et Passy 1993b).

L'ouverture institutionnelle produite par la démocratie directe n'est pas homogène, mais varie à la fois selon les cantons et les mouvements. D'une part, le prix d'entrée à la démocratie directe – en termes de signatures requises et de délais pour la récolte des signatures – plus bas en Suisse alémanique par rapport à la Suisse latine – contribuerait en général à rendre les répertoires d'actions plus radicaux dans cette dernière, en raison de l'usage plus fréquent des instruments de la démocratie directe, surtout de l'initiative populaire. Ceci provoquerait une plus grande exclusion et répression des mouvements marginaux dans la partie du pays de langue allemande, ce qui les pousserait à se radicaliser davantage dans un contexte de grande ouverture de la démocratie directe (Wisler et al. 1996).⁵ D'autre part, l'accès aux procédures de démocratie directe dépend des ressources à disposition du mouvement, notamment pour conduire la campagne de votation, mais aussi des choix stratégiques des formes d'action. Autrement dit, tous les mouvements n'ont pas les moyens ou la volonté de passer par la démocratie directe. Le manque de succès du mouvement féministe, par exemple, peut être attribué en partie au fait qu'il n'a pas su saisir cette opportunité que lui offrait le système politique suisse (Banaszak 1991, 1996).

Parallèlement à l'ouverture formelle de la structure des opportunités en Suisse, les autorités politiques optent généralement pour une stratégie inclusive et de négociation et le système politique penche vers une intégration consensuelle des conflits. Ainsi, la structure des opportunités politiques en Suisse se distingue par son ouverture vis-à-vis des groupes contestataires, offrant beaucoup d'opportunités autant formelles qu'informelles. La Suisse se caractérise en effet par la combinaison d'une structure institutionnelle ouverte avec une stratégie dominante inclusive (Kriesi 1995c). Le résultat de cette double ouverture est un niveau de mobilisation souvent élevé et des formes d'action généralement modérées, en tout cas comparativement à d'autres pays dont la structure d'opportunités est plus fermée, comme par exemple la France (Giugni 1995; Giugni et Passy 1993a, 1997, 1999; Kriesi et al. 1992, 1995).

En ce qui concerne les alliances et la configuration du pouvoir, celles-ci dépendent des mouvements ou familles de mouvements concernés. Par exemple, Kriesi et al. (1995) soulignent l'importance de la configuration du pouvoir au sein de la gauche pour la mobilisation des nouveaux mouvements sociaux. La possibilité de former des alliances politiques avec les partis de la gauche, est très importante pour ces mouvements (Kriesi 1986), car cela augmente les chances que leurs revendications soient prises au sérieux et que leurs buts aboutissent. Plus précisément, ces auteurs ont montré que la présence des socialistes au gouvernement nuit à la mobilisation des nouveaux mouvements sociaux, alors qu'une gauche à l'opposition peut la faciliter. Evidemment, lorsque l'on s'intéresse à d'autres familles de mouvements, ce sont d'autres types d'alliances qu'il faut prendre en considération. Par exemple, les partis d'extrême droite devraient être les alliés naturels des mouvements de la droite radicale. Dans ce cas, il semblerait que la seule présence d'un parti d'extrême droite électoralement fort tende à démobiliser la droite radicale extraparlamentaire, dans la mesure où il s'agit de deux alternatives stratégiques qui se neutralisent (Giugni et al. 2005; Koopmans 1996).

Les opportunités spécifiques et les opportunités discursives

Certains travaux sur les mobilisations collectives dans le domaine de l'immigration et des relations ethniques ont porté une double critique au concept de structure des opportunités politiques (Giugni et Passy 2003, 2004, 2006; Koopmans et Statham 1999, 2000; Koopmans et al. 2005). Premièrement, les approches classiques ont trop mis l'accent sur les opportunités institutionnelles, en tant que chances pour les citoyens d'obtenir de l'accès et de l'influence sur le processus décisionnel (ouverture/fermeture), ainsi qu'en tant que réactions de la part des autorités politiques (répression/facilitation). Il faut également tenir compte des opportunités discursives, c'est-à-dire, les chances qu'ont les identités collectives et les revendications des mouvements d'obtenir de la visibilité dans les médias, de résonner avec les revendications d'autres acteurs collectifs et de gagner de la légitimité dans le discours public. Deuxièmement, les opportunités politiques sont définies de manière trop générale, car elles sont censées influencer la mobilisation de tous les mouvements de la même manière, indépendamment des caractéristiques des champs politiques et des acteurs collectifs en question. Cependant, ces opportunités peuvent varier d'un champ politique à l'autre, d'un secteur à l'autre. Il faut dès lors définir des structures d'opportunités spécifiques ou sectorielles (Berclaz et Giugni 2005).

Ces études montrent que les conceptions dominantes de la citoyenneté et les pratiques institutionnelles qui en découlent offrent un ensemble d'opportunités institutionnelles et discursives aux acteurs qui se mobilisent dans le domaine de l'immigration et des relations ethniques (notamment les mouvements des migrants, de solidarité et de la droite radicale). Il s'agit, autrement dit, d'une structure d'opportunités spécifique au champ de l'immigration et des relations ethniques, qui détermine les options d'actions dans ce domaine et canalise les revendications politiques

portant sur ces thèmes. Ainsi, les auteurs ont montré que la mobilisation des migrants dans un pays comme la Suisse ou l'Allemagne, qui se caractérise par un modèle de citoyenneté combinant des critères ethnoculturels pour l'acquisition de la citoyenneté et une approche moniste ou assimilationniste par rapport à la différence culturelle, est plus faible que dans des pays comme la Grande Bretagne et les Pays-Bas, où des critères civique-territoriaux s'accompagnent d'une approche pluraliste (Koopmans et al. 2005). La France représente un cas intermédiaire à cet égard. A l'instar du cas de l'Allemagne, les opportunités politiques pour la mobilisation et, plus généralement, pour la présence des migrants dans l'espace public sont plus limitées en Suisse que dans ces autres pays, car le modèle de citoyenneté dominant est plus restrictif à leur égard, ce qui se reflète dans une moindre mobilisation. En même temps, lorsqu'ils se mobilisent, les migrants se focalisent sur des enjeux ayant trait à leur pays d'accueil plutôt que pour revendiquer plus de droits ou une meilleure intégration en Suisse. Finalement, leur mobilisation est plus radicale, voire violente, que celle de leurs homologues dans les pays offrant une structure d'opportunités plus favorable en termes de modèles de citoyenneté. Ces résultats vont à l'encontre des hypothèses émises par l'approche classique des opportunités politiques, notamment dans l'étude de Kriesi et al. (1995) que nous avons cité à plusieurs reprises. En effet, selon ces auteurs l'ouverture de la structure des opportunités politiques en Suisse débouche sur un niveau de mobilisation élevé et sur des formes d'actions modérée de la part des mouvements sociaux, contrairement à ce qui se passe par exemple en France. Or, c'est exactement le contraire que l'on observe lorsque l'on s'intéresse aux mouvements de migrants.⁶

D'autres travaux tentent d'appliquer cette approche au champ politique de l'emploi et, plus précisément, aux mobilisations collectives ayant trait à la question du chômage (Berclaz et al. 2005; Chabanet et Giugni 2005; Giugni 2010; Giugni et al. à paraître). Ces travaux établissent un lien entre la conception dominante de l'Etat-providence et les approches institutionnelles envers le chômage, d'une part, et les mobilisations collectives portant sur des thèmes liés au chômage, à ses causes, ses conséquences et sa résolution, de l'autre. Dans cette perspective, la manière dont l'Etat définit l'accès et le droit à la prévoyance sociale – en particulier, à l'assurance-chômage – influence et canalise la mobilisation des chômeurs, car elle constitue une structure d'opportunités (institutionnelles et discursives) spécifique à ce champ politique. Ainsi, au-delà du fait que le chômage reste limité comparativement à d'autres pays, la faible mobilisation des chômeurs en Suisse s'expliquerait en partie par les faibles opportunités qui découlent de la conception dominante de l'Etat-providence dans ce pays, qui met l'accent sur les causes et solutions économiques (liées au marché) du chômage, donnant ainsi plus d'accès à l'espace public pour les acteurs défendant les intérêts économiques. Ceci affecte la construction identitaire des chômeurs, en créant par là une délégitimation de leur statut et surtout de leur mobilisation politique (Berclaz et al. 2012; Chabanet et Giugni 2005).

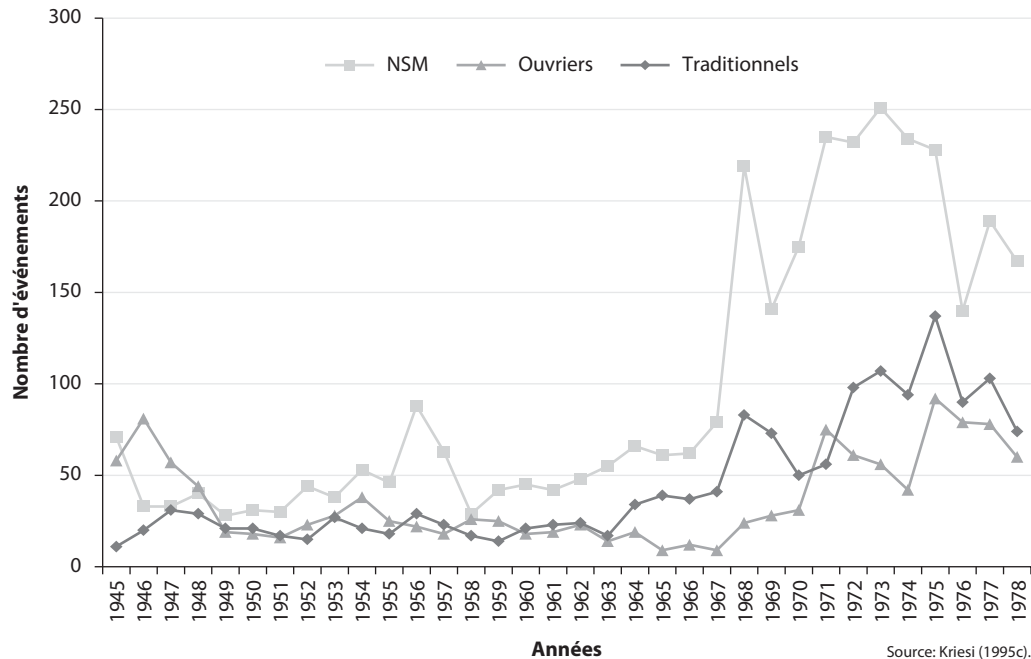
3 Quatre familles de mouvements

Les mouvements traditionnels

Parmi ce que l'on peut appeler les mouvements traditionnels – c'est-à-dire les mouvements dont la mobilisation s'appuie sur les clivages mis en exergue par Rokkan (1970), le mouvement ouvrier est certainement le plus important, ne serait-ce que par sa signification politique. En Suisse, cependant, la mobilisation ouvrière est généralement restée très faible, sauf dans des circonstances particulières. Dans une perspective rokkanienne, cette faiblesse s'explique avant tout par la pacification – et donc la faible saillance – du clivage de classe.⁷ Ainsi, la comparaison internationale menée par Kriesi et al. (1995) montre que le mouvement ouvrier suisse, entre 1975 et 1989, a moins mobilisé que ses homologues allemand, français et hollandais. La différence avec la France est particulièrement marquée, surtout si on tient compte des grèves comme forme privilégiée de la mobilisation ouvrière. En effet, ces deux pays représentent sur plusieurs plans des cas contrastés en ce qui concerne la mobilisation des mouvements sociaux (Giugni et Passy 1993a).

La Figure 15.1 nous permet de situer la mobilisation du mouvement ouvrier en Suisse dans le temps (même si limité aux années entre 1945 et 1978) ainsi que par rapport aux autres mouvements traditionnels et aux nouveaux mouvements sociaux, dont nous discuterons plus bas. La mobilisation ouvrière était très forte en début de siècle et, surtout, lors de la grève générale de 1918. A cette époque, le mouvement ouvrier était encore radical, mais son action devint progressivement plus modérée au fur et à mesure que ses principales organisations – les syndicats et le Parti socialiste – s'intégrèrent dans le système politique, trajectoire déjà en acte au lendemain de la grève générale (Degen 1991). Plusieurs étapes ont concrétisé cette intégration : l'introduction de la proportionnelle en 1919 suite à la grève générale de l'année précédente ; la convention du 19 juillet 1937 introduisant un tribunal d'arbitrage privé dans les relations industrielles et conduisant à la paix du travail ; et la cooptation du Parti socialiste au sein du Conseil fédéral, provisoirement en 1943 et définitivement en 1959. Inséré progressivement dans la logique du système de concordance, le mouvement ouvrier resurgit une première fois après la deuxième guerre mondiale et une deuxième fois à la fin des années soixante, grâce à l'apport de la nouvelle gauche, mais seulement pour redevenir latent à partir du milieu des années soixante-dix, après la période la plus sombre de la crise économique. Cependant, la mobilisation syndicale et ouvrière semble avoir repris un certain souffle en ce début de millénaire, notamment au vu des difficultés de la conjoncture actuelle et de l'érosion des acquis sociaux qui est en train de se produire un peu partout en Europe ainsi qu'en parallèle à l'émergence du mouvement altermondialiste, que nous traiterons plus bas.⁸

Une autre mobilisation importante s'appuyant sur les clivages traditionnels a caractérisé le paysage de la contestation sociale en Suisse. Il s'agit de la mobilisation du mouvement régionaliste ou autonomiste jurassien (Henecka 1972 ; Ganguillet

Figure 15.1 : Evolution du nombre d'actions non-conventionnelles des mouvements sociaux en Suisse, 1945–1978

1984, 1985; Jenkins 1986; Rennwald 1994), qui repose essentiellement sur le clivage centre-périphérie. Malgré la pacification de ce clivage en Suisse, le mouvement jurassien s'est fortement mobilisé, surtout à partir des années cinquante, mobilisation qui déboucha sur la création du nouveau canton du Jura en 1979. Parmi les quatre pays étudiés par Kriesi et al. (1995), seule la France, où le clivage centre-périphérie est resté très saillant, affiche un niveau de mobilisation des mouvements régionalistes plus élevé que la Suisse. Un conflit centre-périphérie peut toujours se produire au sein d'une des unités de l'Etat fédéral dû à la présence de minorités politiquement discriminées. Ceci est précisément le cas du Jura, où la minorité francophone et catholique de l'ancien canton de Berne a longuement lutté pour la création d'un canton séparé.

Comme nous l'avons dit plus haut, le clivage ville-campagne, pour plusieurs raisons, a gardé une certaine capacité de mobilisation en Suisse. Par conséquent, le mouvement des paysans s'est souvent mobilisé pour défendre les intérêts agricoles. En témoigne la forte présence d'organisations paysannes telles que l'Union des Producteurs Suisses (Härry et Ladner 1985) et l'Association Suisse pour la Protection des Petits et Moyens Paysans ou encore du syndicat paysans Uniterre. Cependant, comme on peut facilement le voir à partir des noms de ces organisations, il s'agit ici plutôt d'associations d'intérêts que d'un véritable mouvement social se manifestant à travers des actions de protestation, comme c'est le cas par exemple en France. L'ou-

verture de la structure des opportunités politiques en Suisse pour ce type de mobilisation en est en partie responsable.

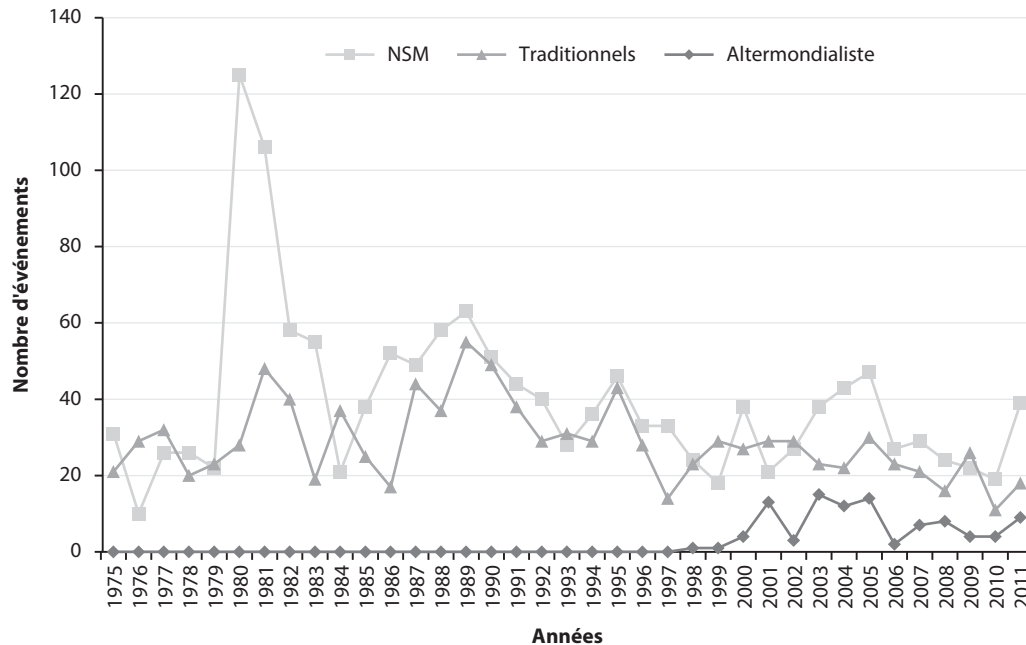
Les nouveaux mouvements sociaux

Le début de la vague de contestation de la fin des années soixante a été provoqué en partie par le mouvement étudiant.⁹ Cependant, la contestation étudiante en Suisse n'a jamais eu l'envergure de celle de ses pays voisins. En Suisse, cette première vague de nouvelles contestations s'est très vite constituée autour de la politisation des sensibilités écologistes. De manière générale, c'est surtout l'émergence des nouveaux mouvements sociaux qui a contribué à la grande vague de contestation qui a eu lieu en Suisse, comme ailleurs en Europe, à partir du milieu des années soixante (voir Figure 15.1). Ces mouvements – pacifistes, écologistes, antinucléaires, féministes, solidarité avec le Tiers-Monde, squatters et autonomes urbains, ainsi que d'autres formes de protestation concernant l'émancipation et les libertés individuelles –, ont constitué la force extraparlamentaire la plus importante en Suisse durant ces dernières décennies (Giugni et Passy 1997; Giugni et Kriesi 1990; Giugni 1995; Hutter et Giugni 2009; Kriesi et al. 1981), même si leur impact substantiel reste incertain ou, en tout cas, à déterminer de manière systématique (Giugni 2001, 2004).

Les nouveaux mouvements sociaux se distinguent des mouvements traditionnels autant par les thèmes soulevés que par les groupes mobilisés. Né suite au changement culturel et de valeurs qui a eu lieu à partir de la fin de la Deuxième Guerre Mondiale en Europe, ces mouvements mettent en avant les droits culturels et une meilleure qualité de vie, portent une critique sur les risques engendrés par la croissance économique, rejettent le contrôle bureaucratique – notamment de l'Etat – sur l'individu et prônent des modes de participation plus directs des citoyens à la vie politique (Beck 1986; Brand 1985; Raschke 1985). Du point de vue de leur composition sociale, ces mouvements, articulent un nouveau clivage au sein de la nouvelle classe moyenne (Kriesi 1989) et, parmi leurs activistes, nous retrouvons une large proportion de professionnels dans les services sociaux et culturels, bien qu'ils mobilisent des secteurs plus larges de la population.

La pacification des clivages traditionnels offre un espace pour une mobilisation importante des nouveaux mouvements sociaux en Suisse. Kriesi et al. (1995) ont pu montrer que, pendant la période qu'ils ont étudiée, ils ont mobilisé bien plus que les autres mouvements. Le même phénomène est observable dans les deux autres pays qui ont subi une pacification importante des clivages traditionnels (l'Allemagne et les Pays-Bas), alors que le rapport est inversé dans le cas de la France. Ici la saillance des clivages traditionnels, surtout des clivages centre-périphérie et du clivage de classe, a laissé moins d'espace pour la mobilisation des nouveaux mouvements sociaux.

La Figure 15.2 montre l'évolution de la mobilisation des nouveaux mouvements sociaux, comparativement à celle des autres mouvements, mais aussi du mouvement altermondialiste, émergé à partir de la fin des années 1990s, en Suisse

Figure 15.2 : Evolution du nombre d'actions non-conventionnelles des mouvements sociaux en Suisse, 1975–2011

Notes: Les actions du mouvement ouvrier ne comprennent pas les grèves. Le total des nouveaux mouvements sociaux ne comprend pas le mouvement étudiant et les mobilisations en faveur des droits civiques.

Source: Propres données (1975–1999). Je remercie Hanspeter Kriesi et Swen Hutter pour la mise à disposition des données couvrant la période 2000–2011.

entre 1975 et 2011.¹⁰ Six mouvements ont été particulièrement actifs pendant cette période. Le mouvement antinucléaire s'est fortement mobilisé dans la deuxième moitié des années soixante-dix, principalement pour protester contre les plans de construction de la centrale de Kaiseraugst (Cudry 1988; Kriesi 1982; Schroeren 1977). Par la suite, la protestation antinucléaire a fortement diminué, avec une légère reprise lors de l'accident de Tchernobyl en 1986. Evidemment, le succès de l'initiative pour un moratoire sur les centrales nucléaires en 1990 a dérobé le mouvement de son but principal, contribuant ainsi à sa démobilisation. Cependant, cet objectif est redevenu sur le devant de la scène dans les années deux-mille, dans le contexte de fin du moratoire, et le mouvement antinucléaire s'est donc quelque peu remobilisé. Ceci n'a pas nécessairement pris la forme d'une augmentation du nombre d'actions de protestation, mais se voit plutôt dans la taille de ces actions. Il suffit par exemple de penser à la manifestation qui a rassemblé quelques 20 000 participants le 22 mai 2011 à proximité de centrale de Beznau, une des plus grandes du genre en Suisse.

La forte hausse de la mobilisation observable au début des années quatre-vingt est cependant due principalement à l'action du mouvement pacifiste et du mouvement des autonomes urbains (squatters). A cette époque, les pacifistes se sont mobi-

lisés massivement autour de la question des armements nucléaires, contrairement à la tradition de ce mouvement en Suisse qui s'adressait principalement aux autorités nationales et à la politique intérieure (Bein et Epple 1984). Après une période de forte démobilisation, le mouvement pacifiste a resurgi à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, surtout suite aux activités du Groupe pour une Suisse sans armée (GssA). Ensuite, il y a eu une mobilisation importante en 2003, pour protester, comme dans d'autres pays d'ailleurs, contre l'intervention américaine en Iraq. Quant aux autonomes urbains, le mouvement de Zurich de 1980–1981 (Kriesi 1984; Willener 1984) est responsable de la plupart de ces actions, bien que les squatters ont été présents dans plusieurs villes suisses surtout pendant les années quatre-vingt, comme par exemple à Bâle, Berne, Genève (Buchs et al. 1988) et Lausanne (Ménétrey et al. 1981). Après une phase, durée plusieurs années, caractérisée par une certaine latence, le mouvement des autonomes urbains s'est quelque peu remobilisé vers le milieu des années deux-mille.

Le mouvement écologique se caractérise plus par une infrastructure organisationnelle et des ressources particulièrement importantes que par sa capacité de mobilisation à travers des actions de protestation. La même remarque s'applique au mouvement de solidarité.¹¹ Cette infrastructure organisationnelle solide garantit à ces deux mouvements un niveau d'activité soutenu même dans des périodes de faible participation populaire (Giugni et Kriesi 1990). De plus, plusieurs organisations du mouvement écologique et du mouvement de solidarité ont gagné de l'accès au sein de l'arène administrative, devenant parfois des interlocuteurs privilégiés de l'Etat et coopérant avec ce dernier dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques (Giugni et Passy 1998), témoignant ainsi du fort processus d'institutionnalisation qu'ont subi ces deux mouvements. Malgré ce processus, ces deux mouvements ont parfois été à l'origine d'actions non-conventionnelles. Ainsi, le mouvement écologiste est notamment en partie responsable, avec le mouvement pacifiste, de la remobilisation des nouveaux mouvements sociaux dans la première moitié des années deux-mille. Cependant, le mouvement de solidarité y a contribué aussi, notamment avec une mobilisation importante au début de la décennie ainsi qu'en 2005.

Finalement, au sein des nouveaux mouvements sociaux, il faut souligner le faible niveau de mobilisation du mouvement féministe, un mouvement qui semble ne pas avoir exploité toutes les opportunités que le système politique suisse lui a mis à disposition (Banaszak 1996) et qui, de surcroît, s'est progressivement institutionnalisé depuis l'introduction du suffrage universel en 1971.¹²

Les mouvements de la droite radicale

Il existe en Suisse, comme ailleurs, une opposition fondamentaliste de droite comme de gauche (Altermatt et al. 1994). Dans un certain sens, les acteurs de la droite radicale peuvent être vus comme étant issus des clivages traditionnels et donc, lorsqu'ils agissent en tant que mouvements sociaux, comme des mouvements traditionnels.

Cependant, du moins aujourd'hui, il est probablement plus correct de les associer à l'émergence d'un nouveau clivage entre ouverture vers le monde et repli sur soi-même. D'aucuns l'ont caractérisé comme le clivage entre ouverture et tradition (Brunner et Sciarini 2002), alors que d'autres parlent plutôt du clivage entre les gagnants et les perdants de la globalisation (Kriesi 1995a, 1999). En réalité, il s'agit de deux aspects du même phénomène (Giugni et Sciarini 2009; Grande et Kriesi): la distinction entre ouverture et fermeture se réfère à la composante culturelle de ce clivage, alors que la distinction entre gagnants et perdants de la globalisation se réfère à sa composante structurelle. Ainsi, il existe une ancienne et une nouvelle droite radicale (Ignazi 1992; Kitschelt 1995). C'est surtout cette dernière qui s'appuie sur ce nouveau clivage opposant les « gagnants » du processus de globalisation et ceux qui en sont les « perdants », soit entre une Suisse traditionnelle et rurale, perdante face à une globalisation croissante et une Suisse moderne et urbaine qui s'ouvre vers l'extérieur et qui bénéficie de la globalisation.

En perspective comparée, la droite radicale en Suisse se caractérise par une présence importante au sein de l'espace public et par son radicalisme (Giugni et al. 2005). Sa mobilisation est, par exemple, beaucoup plus radicale qu'en France (Giugni et Passy 2001), alors que selon les hypothèses de Kriesi et al. (1995) on s'attendrait au contraire. A nouveau, une lecture en termes d'opportunités spécifiques et d'opportunités discursives semble mieux à même d'expliquer ces différences, qu'une interprétation à la lumière de la structure des opportunités politiques générales. En effet, s'il est vrai que la structure des opportunités politiques en Suisse est en général beaucoup plus ouverte qu'en France, les revendications des acteurs de la droite radicale « résonnent » mieux avec le modèle de citoyenneté de la Suisse, qui véhicule une conception de la nation en termes ethno-culturels. Etant donné que la droite radicale aujourd'hui se mobilise largement autour de l'immigration, ceci offre des opportunités plus favorables pour cet acteur que les contextes où il y a de fortes composantes civiques dans le modèle de citoyenneté (Giugni et al. 2005).

Plusieurs études témoignent du radicalisme de droite et de son potentiel (Bähler 1994; Cantini 1992; Frischknecht 1991; Hutter 2012) ainsi que de la présence de sentiments nationalistes, xénophobes et racistes auprès de la population (Frischknecht et al. 1987; Saint-Ouen 1986; Windisch et al. 1978). D'ailleurs, la nouvelle droite a une longue histoire en Suisse (Jost et Pavillon 1992). D'un point de vue de sa mobilisation, elle a produit un nombre important d'événements surtout au début des années quatre-vingt-dix (Altermatt et Kriesi 1995; Gentile 1996, 1998). Aujourd'hui, il existe ainsi un potentiel important pour la mobilisation de l'extrême droite en Suisse. Ce potentiel crée par ailleurs les conditions pour une confrontation entre deux mouvements antagonistes dans l'espace public: le mouvement de solidarité (principalement son aile antiraciste) et la droite radicale (Passy et Giugni 2005). La mobilisation de la droite radicale a été assez forte dans la première moitié des années deux-mille, surtout lié à la question de l'immigration, enjeu traditionnellement au centre des préoccupations de ces acteurs en Suisse.

Nous pouvons également constater, comme le font Altermatt et Kriesi (1995) ainsi que Gentile (1996), qu'un petit groupe d'organisations sont responsables de la majorité des actions menées par l'extrême droite au cours de la période qu'ils ont étudiée (1984–1993). Le point intéressant qui ressort de leurs analyses est que la plupart des événements proviennent des quatre partis de cette tendance politique qui ont su gagner des sièges au parlement fédéral en 1987 ou en 1991 (Démocrates suisses, Lega, Parti des automobilistes et Union démocratique fédérale). Ces analyses montrent clairement l'ancrage de la droite radicale au sein des forces politiques conventionnelles et notamment des partis. Cet ancrage devient, bien sûr, encore plus important si nous considérons la radicalisation du discours et des positions politiques de l'Union Démocratique du Centre durant ces dernières années, surtout en matière d'immigration. Il semble d'ailleurs qu'une des caractéristiques des mouvements de droite est de se polariser sur un axe d'intervention partisane, d'un côté, et de violence et de marginalisation (tels les skinheads), de l'autre, alors que les nouveaux mouvements sociaux ont développé un large secteur de mobilisation extraparlamentaire démonstrative et non-violente. Autrement dit, l'action politique de la droite radicale se « polarise » sur un axe conventionnel–violent ne laissant que peu d'espace aux stratégies non-conventionnelles modérées (les manifestations pacifiques, par exemple), alors que les nouveaux mouvements sociaux notamment agissent principalement par le biais de ce type d'actions. Cependant, la violence politique de droite n'a pas été un phénomène marginal, bien au contraire, même si la plus grande partie de la mobilisation de la droite radicale en Suisse s'inscrit dans le cadre de la légalité (Altermatt et Kriesi 1995).

Le mouvement altermondialiste

Les années deux-mille ont vu émerger un nouvel acteur collectif à l'échelle mondiale, appelé tour à tour « mouvement anti/altermondialiste », « mouvement pour une justice globale », « mouvement no-global », « mouvement pour une globalisation du bas », « mouvement critique de la globalisation », pour ne citer que les termes les plus courants. De façon plus générale, on assiste aujourd'hui à une vague de contestation qui comprend à la fois des mobilisations locales et nationales, mais surtout des mobilisations transnationales (della Porta et Tarrow 2005; della Porta et al. 1999, 2006; Fillieule et al. 2005; Smith 2004; Smith et Johnson 2002; Sommier 2003; Tarrow 2005), et qui ont peut-être leur dénominateur commun dans la lutte contre le néolibéralisme ainsi que la promotion de la démocratie à l'échelle mondiale, avec la mise en avant de formes participatives et délibératives de démocratie (della Porta 2005). Ce mouvement, par ailleurs, semble avoir évolué d'une phase initiale très réactive et oppositionnelle à une phase récemment plus proactive et propositionnelle (Rossiaud 2003), avec entre autres la multiplication de cette forme d'action particulière représentée par les forums sociaux.

La Suisse n'a pas été épargnée par cette nouvelle vague de contestation, même si peut-être le mouvement y est moins fort qu'ailleurs. Etant donné la nature trans-

ationale de ce mouvement, les études empiriques existantes, reposant sur des données individuelles collectées auprès des participants aux activités du mouvement (Bandler 2005 ; Bandler et Giugni 2008 ; Passy et Bandler 2003) ou sur une analyse de contenu systématique des sources de presses (Beyeler 2006 ; Beyeler et Hübscher 2003 ; Beyeler et Kriesi 2005), analysent souvent le mouvement dans un cadre plus large que celui de la Suisse seulement.

Bien que pour cette nouvelle forme de contestation il faudrait tenir compte des opportunités politiques se situant au-delà du cadre national, les caractéristiques du mouvement altermondialiste en Suisse dépendent encore largement de certains aspects du contexte national dans lequel il agit. Ainsi, s'il est vrai que ce mouvement a souvent fait la une des journaux à cause de son radicalisme et même de la violence de ses actions de protestation, en Suisse il a probablement été moins radical aussi à cause du moindre niveau de répression (même si celle-ci a été plus forte que celle exercée envers d'autres mouvements). De manière générale, le mouvement altermondialiste reflète largement les lignes de conflit et les traditions de contestation qui ont caractérisé la Suisse au cours de ces dernières décennies, en particulier la faiblesse du clivage de classe et la force des nouveaux mouvements sociaux (Eggert et Giugni 2007). Ceci est visible à la fois dans les types de réseaux et organisations impliqués dans le mouvement, ainsi que dans les enjeux qu'il soulève (Passy et Bandler 2003).

Le mouvement altermondialiste est un mouvement très hétérogène qui, en Suisse, s'articule autour de deux branches principales, chacune avec ses stratégies et formes d'action. D'une part, une branche plus modérée et institutionnalisée qui s'appuie principalement sur des organisations et activistes des deux nouveaux mouvements les plus importants en Suisse (le mouvement écologiste et le mouvement de solidarité), mais aussi sur des acteurs institutionnels tels que les petits partis de la gauche et les syndicats (moins présents que dans d'autre pays, cependant), et de l'autre, une branche plus radicale et moins institutionnalisée qui pivote autour des milieux autonomes, anarchistes et des squatters.

Aujourd'hui le mouvement altermondialiste semble avoir perdu en grande partie sa force mobilisatrice non seulement en Suisse, mais à l'échelle mondiale. Peu d'études se sont intéressées au rôle qu'il aura joué. Parmi les rares travaux existants à ce sujet, Beyeler et Kriesi (2005) ont étudié l'impact de la contestation contre la globalisation économique dans l'espace public, à partir d'une analyse systématique de sept quotidiens dans divers pays. Bien que limitée à deux événements spécifiques – la contestation contre la conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce et celle contre la rencontre annuelle du World Economic Forum –, cette étude montre que le mouvement altermondialiste peut agir sur la formation de l'opinion publique à travers ses enjeux, même en l'absence d'un soutien médiatique pour les acteurs.

4 Conclusion

Le constat qu'on avait pu faire il y a encore une vingtaine d'années, selon lequel la recherche sur les mouvements sociaux en Suisse était marginale et insérée dans une communauté des sciences sociales sous-développée, n'est plus valable aujourd'hui. Ce n'est pas une tâche aisée que de résumer cette littérature grandissante. Cependant, malgré leur diversité et hétérogénéité, les différents travaux sur les mouvements sociaux en Suisse mettent en exergue l'impact du contexte – politique, social, culturel – dans lequel ils agissent. Dans le langage de l'approche du processus politique, qui nous a accompagné tout au long de cet essai, ceci se traduit par l'impact des structures des opportunités politiques (institutionnelles et discursives, générales et spécifiques ou sectorielles) sur la mobilisation des mouvements, que ce soit le mouvement ouvrier et les autres mouvements traditionnels, les nouveaux mouvements sociaux, le mouvement altermondialiste ou d'autres mouvements et formes de contestation sociale.

Dans cette perspective, la structure des opportunités politiques en Suisse favorise l'institutionnalisation des mouvements sociaux. Autrement dit, le système politique suisse favorise l'incorporation des groupes contestataires et l'intégration des mouvements (Giugni et Passy 1997). La structure institutionnelle ouverte – surtout la présence des instruments de la démocratie directe – et les procédures informelles inclusives favorisent l'institutionnalisation des mouvements et de leurs revendications. Ce processus ne dépend pas uniquement de la structure du système politique et des opportunités ainsi offertes, mais est également fonction d'autres facteurs, tels que la nature des enjeux soulevés, la structure organisationnelle des mouvements et leur répertoire d'actions. Dans certains cas, l'incorporation est tellement prononcée que l'on constate une transformation des mouvements en associations d'intérêt.

Notes

- 1 Pour des raisons d'espace, les références aux travaux qui ne portent pas sur la Suisse ont été réduites au strict minimum. Je remercie Marko Bandler, Didier Chabanet et Hanspeter Kriesi pour leurs commentaires sur une version précédente de cet essai. Je remercie également Swen Hutter pour la mise à disposition des données ayant permis de reconstruire les actions de protestation pendant la période 1975–2011.
- 2 Cette importante recherche a débouché sur un nombre de travaux portant sur le potentiel, la participation et ses formes en général (Kriesi 1985; Kriesi et al. 1981; Lévy et Zwicky 1984; Zwicky 1982), ainsi que sur des mouvements spécifiques comme le mouvement antinucléaire (Kriesi 1982), le mouvement écologiste (Lévy 1981; Zwicky 1993), le mouvement des autonomes urbains de Zurich (Kriesi 1984) ou encore le mouvement jurassien (Ganguillet 1984). Pour une version vulgarisée des résultats généraux de la recherche, voir Duvanel et Lévy (1984).
- 3 Il existe plusieurs ouvrages généraux sur les mouvements sociaux. Parmi ceux-ci, nous pouvons mentionner della Porta et Diani (2006), Snow et al. (2004), Snow et al. (2013), Tarrow (2011), Tilly (1978, 2004) et, en français, Cattacin et al. (1997), Fillieule et Péchu (2000), Fillieule et al. (2010) et Neveu (2005).
- 4 L'introduction de la démocratie directe en Suisse peut également être vue comme un produit de l'action contestataire, un impact qui a été facilité par certaines conditions qui ont trait à la structure des oppor-

- tunités politiques, telles que le fédéralisme, l'absence d'institutionnalisation de l'Etat et une division au sein des élites politiques (Kriesi et Wisler 1999).
- 5 Voir Wisler (1994) pour une étude détaillée de la radicalisation des mouvements sociaux en Suisse.
 - 6 On a également pu montrer que, étant donné la structure fédérale de la Suisse, des différences existent au sein même de la nation en ce qui concerne les opportunités spécifiques dans ce domaine – des « modèles de citoyenneté cantonaux » – et que cela pourrait expliquer une différente intervention des migrants dans l'espace public au niveau des cantons (Eggert et Murigande 2004).
 - 7 En plus de la pacification du conflit de classe, le mouvement ouvrier suisse a également subi les conséquences négatives de la présence de clivages culturels importants qui ont divisé le mouvement dès son apparition sur la scène politique ainsi que par la démocratisation précoce qui l'a vite privé de son objectif principal (Bartolini 2000).
 - 8 Il existe une littérature considérable sur le mouvement ouvrier en Suisse, que ce soit sur son histoire (Garbani et Schmid 1980; Groupe de travail pour l'histoire du mouvement ouvrier Zurich 1978; Gruner 1987–1988; Hardmeier 1970; Lezzi 1990; Revue Européenne des Sciences Sociales 1973; Studer et Vallotton 1997a, 1997b; Vuilleumier 1973; Vuilleumier et Fivaz-Silbermann 1973), sur ses organisations (Degen 1991) ou sur des périodes de lutte particulièrement intenses (Vuilleumier et al. 1977).
 - 9 Contrairement aux données de Kriesi et al. (1995), le mouvement étudiant figure ici parmi les nouveaux mouvements sociaux.
 - 10 Le mouvement ouvrier est ici inclus dans les mobilisations traditionnelles. Le mouvement altermondialiste comprends des événements du mouvement Occupy.
 - 11 On peut, comme le fait Passy (1998), considérer le mouvement de solidarité comme étant constitué de quatre branches : (1) l'aide au développement, (2) les droits humains, (3) l'asile et (4) l'antiracisme. Ce sont surtout l'aide au développement et l'asile qui ont mobilisé en Suisse. De façon assez surprenante, l'importance de ce mouvement en Suisse a pour contrepartie un nombre extrêmement réduit de travaux qui y sont consacrés (de Rahm et Martin 1976; Passy et Giugni 2000, 2001; Passy 1998, 2001).
 - 12 Probablement dû à sa faible mobilisation, les travaux portant sur la question des femmes consacrent une part assez limitée au mouvement à proprement parler. Ainsi, la plupart des études existantes traitent, souvent dans une perspective historique, des luttes féministes pour l'égalité politique et sociale au siècle dernier (Mesmer 1988), à cheval entre le XIX et le XX siècles (Hardmeier 1997) ou même jusqu'à des époques plus récentes (Voegeli 1997; Woodli 1977), mais la période post-suffrage n'est que rarement abordée. Cependant, au cours des dernières décennies il y a eu l'émergence, aussi en Suisse, de nouveaux enjeux féministes, tels que l'avortement et la procréation assistée (Moroni 1994), amenés par la seconde vague du mouvement

Bibliographie

- Altermatt, Urs et Hanspeter Kriesi (1995, éd.): *L'extrême droite en Suisse: Organisations et radicalisation au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix*. Fribourg: Editions Universitaires Fribourg Suisse.
- Altermatt, Urs, Damir Skenderovic, Bernhard Gutknecht, Markus Furrer et Guiseppe Rusconi (1994): *Rechte und linke Fundamentalopposition: Studien zur Schweizer Politik, 1965–1990*. Basel: Helbing & Lichtenhahn.
- Bähler, Regula (1994): *Die rechtsradikale Szene in der Schweiz: Eine Einschätzung und eine Chronologie*. Quatrième édition. Zürich: Gesellschaft Minderheiten in der Schweiz (GMS) und Stiftung.
- Banaszak Lee Ann (1991): The Influence of the Initiative on the Swiss and American Women's Suffrage Movements. *Annuaire Suisse de Science Politique* 31, 187–207.
- Banaszak, Lee Ann (1996): *Why Movements Succeed or Fail: Opportunity, Culture, and the Struggle for Woman Suffrage*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Bandler, Marko (2005): Qui sont les altermondialistes? Réseaux de mobilisation et enjeux articulés autour des événements protestataires contre le sommet du G 8 d'Evian en 2003. Dans: Hauger, Sébastien (éd.): *Nature, Société, Technologie*. Paris: Vuibert, 9–22.
- Bandler, Marko et Marco Giugni (2008, éd.): *L'altermondialisme en Suisse*. Paris: L'Harmattan.

- Bartolini, Stefano (2000): *The Political Mobilization of the European Left, 1860–1980: The Class Cleavage*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bartolini, Stefano et Peter Mair (1990): *Identity, Competition, and Electoral Availability: The Stabilisation of European Electorates, 1885–1985*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Beck, Ulrich (1986): *Risikogesellschaft: Auf dem Weg in eine andere Moderne*. Frankfurt: Suhrkamp.
- Bein, Thomas et Ruedi Epple (1984): Die Friedensbewegung in der Schweiz. Dans: Steinweg, Reiner (éd.): *Kriegsursachen*. Frankfurt: Suhrkamp, 446–483.
- Berclaz, Julie et Marco Giugni (2005): Specifying the Concept of Political Opportunity Structures. Dans: Kousis, Maria et Charles Tilly (éds.): *Economic and Political Contention in Comparative Perspective*. Boulder, CO: Paradigm Publishers, 15–32.
- Berclaz, Michel, Katharina Füglistner et Marco Giugni (2005): Etats-providence, opportunités politiques et mobilisation des chômeurs: Une approche néo-institutionnaliste. *Revue Suisse de Sociologie* 30, 421–44.
- Berclaz, Michel, Katharina Füglistner et Marco Giugni (2012): Political Opportunities and the Mobilization of the Unemployed in Switzerland. Dans: Chabanet, Didier et Jean Faniel (éds.): *The Mobilization of the Unemployed in Europe: From Acquiescence to Protest?* Houndmills: Palgrave, 221–246.
- Beyeler, Michelle (2006): Two Worlds Apart? Davos' World Economic Forum and Porto Alegre's World Social Forum. Dans: Ronit, Karsten (éd.): *Global Public Policy: Business and the Countervailing Powers of Civil Society*. London: Routledge, 132–153.
- Beyeler, Michelle et Eveline Hübscher (2003): Media, Public Opinion and Protest against the World Economic Forum, *papier pour le Colloque international du GREMM-ASFP*. Paris, 3–5 décembre.
- Beyeler, Michelle et Hanspeter Kriesi (2005): Transnational Protest and the Public Sphere. *Mobilization* 10(1), 101–116.
- Brand, Karl-Werner (1985): Vergleichendes Resümee. Dans: Brand, Karl-Werner (éd.): *Neue Soziale Bewegungen in Westeuropa und den USA: Ein internationaler Vergleich*. Frankfurt: Campus, 306–334.
- Brunner, Matthias et Pascal Sciarini (2002): L'opposition ouverture-traditions. Dans: Hug, Simon et Pascal Sciarini (éds.): *Changement de valeurs et nouveaux clivages politiques en Suisse*. Paris: L'Harmattan, 29–93.
- Buchs, Valérie, Nelly Bonnet et Diane Lagier (1988): *Cultures en urgence. Mouvements contre-culturels: De l'alternative à l'intégration*. Genève: Editions I.E.S.
- Cantini, Claude (1992): *Les ultras: Extrême droite et droite extrême en Suisse: Les mouvements et la presse de 1921 à 1991*. Lausanne: Editions d'en Bas.
- Cattacin, Sandro, Marco Giugni et Florence Passy (1997): *Mouvements sociaux et Etat: Mobilisations sociales et transformations de la société en Europe*. Arles: Actes Sud.
- Chabanet, Didier et Marco Giugni (2005): Citizenship, Welfare, and the Opportunities for Political Mobilization: Migrants and Unemployed Compared, *papier pour CONNEX Academic Workshop RG 5*. Bled, 20–22 mai.
- Cudry, Guy (1988): *Kaiseraugst: Le défi. Vie et mort d'un projet de centrale nucléaire*. Lausanne: Editions d'en Bas.
- Degen, Bernard (1991): *Abschied vom Klassenkampf: Die partielle Integration der schweizerischen Gewerkschaftsbewegung zwischen Landesstreik und Weltwirtschaftskrise (1918–1929)*. Basel: Helbing & Lichtenhahn.
- Della Porta, Donatella (2005): Making the Polis: Social Forums and Democracy in the Global Justice Movement, *Mobilization* 10(1), 73–94.
- Della Porta, Donatella et Mario Diani (2006): *Social Movements: An Introduction*. Deuxième édition. Oxford: Blackwell.
- Della Porta, Donatella et Sidney Tarrow (2005, éds.): *Transnational Protest and Global Activism*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield.
- Della Porta, Donatella, Massimiliano Andretta, Lorenzo Mosca et Herbert Reiter (2006): *Globalization from Below: Transnational Activists and Protest Networks*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

- Della Porta, Donatella, Hanspeter Kriesi et Dieter Rucht (1999, éd.): *Social Movements in a Globalizing World*. London: Macmillan.
- de Rahm Gérard et Sophie Martin (1976): L'initiative «être solidaire», un pluralisme mystificateur? *Annuaire Suisse de Science Politique* 16, 139–150.
- Duvanel, Laurent et René Lévy (1984): *Politique en rase-mottes: Mouvements et contestation Suisses, 1945–1978*. Lausanne: Réalités sociales.
- Eggert, Nina et Anita Murigande (2004): Modèles de citoyenneté et mobilisation politique des migrants en Suisse: Le rôle des cantons. *Revue Suisse de Science Politique* 10, 125–145.
- Eggert, Nina et Marco Giugni (2007): The Global Justice Movement in Switzerland: The Heritage of the New Social Movements. Dans: Della Porta, Donatella (éd.): *The Global Justice Movement: Cross-national and Transnational Perspectives*. Boulder, CO: Paradigm, 184–209.
- Eppe-Gass, Ruedi (1988): *Friedensbewegung und Direkte Demokratie in der Schweiz*. Frankfurt: Haag und Herchen.
- Eppe-Gass, Rudolf (1991): Neue Formen politischer Mobilisierung: (k)eine Herausforderung der schweizerischen Demokratie? *Annuaire Suisse de Science Politique* 31, 151–171.
- Fillieule, Olivier et Cécile Péchu (2000)[1993]: *Lutter ensemble: Les théories de l'action collective*. Paris: L'Harmattan.
- Fillieule, Olivier, Philippe Blanchard, Eric Agrikolianski, Marko Bandler, Florence Passy et Isabelle Sommier (2005): L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: Les participants du contre-sommet du G 8 d'Evian. *Politix* 68, 13–48.
- Fillieule, Olivier, Eric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (2010, éd.): *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris: La Découverte.
- Frischknecht, Jürg (1991): «Schweiz wir kommen»: *Die neuen Fröntler und Rassisten*. Zürich: Limmat Verlag.
- Frischknecht, Jürg, Peter Haffner, Ueli Haldmann et Peter Niggli (1987)[1979]: *Die unheimlichen Patrioten. Politische Reaktion in der Schweiz: Ein aktuelles Handbuch*. Sixième édition. Zürich: Limmat Verlag.
- Ganguillet, Gilbert (1984): *Le conflit jurassien: Un cas de mobilisation ethnorégionale en Suisse*. Zurich: Institut de sociologie, Université de Zurich.
- Ganguillet, Gilbert (1985): Die Jurafrage als peripherer Minderheitenkonflikt. Dans: Kriesi, Hanspeter (éd.): *Bewegung in der Schweizer Politik: Fallstudien zu politischen Mobilisierungsprozessen in der Schweiz*. Frankfurt: Campus, 81–126.
- Garbani, Philippe et Jean Schmid (1980): *Le syndicalisme suisse. Histoire politique de l'Union syndicale: 1880–1980*. Lausanne: Editions d'en Bas.
- Gentile, Pierre (1996): *Les trajectoires de la droite radicale en Suisse 1984–1993*. Genève: Département de science politique, Université de Genève.
- Gentile, Pierre (1998): Radical Right Protest in Switzerland. Dans: Rucht, Dieter, Ruud Koopmans et Friedhelm Neidhart (éd.): *Acts of Dissent: New Developments in the Study of Protest*. Berlin: Sigma.
- Giugni, Marco (2010, éd.): *The Contentious Politics of Unemployment in Europe: Welfare States and Political Opportunities*. Houndmills: Palgrave.
- Giugni, Marco (1991): Les impacts de la démocratie directe sur les nouveaux mouvements sociaux. *Annuaire Suisse de Science Politique* 31, 173–185.
- Giugni, Marco (1995): *Entre stratégie et opportunité: Les nouveaux mouvements sociaux en Suisse*. Zurich: Seismo.
- Giugni, Marco (1996): Federalismo e movimenti sociali. *Rivista Italiana di Scienza Politica* XXVI, 147–170.
- Giugni Marco (1998): Was if Worth the Effort? The Outcomes and Consequences of Social Movements. *Annual Review of Sociology* 24, 371–393.
- Giugni, Marco (2001): L'impact des mouvements écologistes, antinucléaires et pacifistes sur les politiques publiques: Le cas des Etats-Unis, de l'Italie et de la Suisse, 1975–1995. *Revue Française de Sociologie* 42, 641–668.
- Giugni, Marco (2004): *Social Protest and Policy Change: Ecology, Antinuclear, and Peace Movements in Comparative Perspective*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield.

- Giugni, Marco, Michel Berclaz et Katharina Füglistner (à paraître): *La politique contestataire du Chômage en Suisse: Etat-providence, opportunités et revendications politiques*. Zurich: Seismo.
- Giugni, Marco, Ruud Koopmans, Florence Passy et Paul Statham (2005): Institutional and Discursive Opportunities for Extreme-Right Mobilization Five Countries. *Mobilization* 10(1): 145–162.
- Giugni, Marco et Hanspeter Kriesi (1990): Nouveaux mouvements sociaux dans les années '80: Evolution et perspectives. *Annuaire Suisse de Science Politique* 30, 79–100.
- Giugni, Marco et Florence Passy (1993a): Etat et nouveaux mouvements sociaux, deux cas contrastés: la Suisse et la France. *Revue Suisse de Sociologie* 19, 545–570.
- Giugni, Marco et Florence Passy (1993b): Une aporie de la démocratie: le blocage des politiques publiques par les nouveaux mouvements sociaux. *Annuaire Suisse de Science Politique* 33, 165–183.
- Giugni, Marco et Florence Passy (1997): *Histoires de mobilisation politique en Suisse: De la Contestation à l'intégration*. Paris: L'Harmattan.
- Giugni, Marco et Florence Passy (1998): Contentious Politics in Complex Societies: New Social Movements between Conflict and Cooperation. Dans: Giugni, Marco, Doug McAdam et Charles Tilly (éds.): *From Contention to Democracy*. Boulder, CO: Rowman and Littlefield, 81–107.
- Giugni, Marco et Florence Passy (1999): *Zwischen Konflikt und Kooperation: Die Integration der sozialen Bewegungen in der Schweiz*. Zurich: Verlag Rüegger.
- Giugni, Marco et Florence Passy (2001): Konfliktlinien, Gelegenheitsstrukturen und Staatsbürgerschaft: Rechtsradikale Mobilisierungen in Frankreich und der Schweiz. Dans: Klein, Ansgar, Ruud Koopmans et Heiko Geiling (éds.): *Globalisierung – Partizipation – Protest*. Leverkusen: Leske + Budrich, 155–176.
- Giugni, Marco et Florence Passy (2003): Modèles de citoyenneté et mobilisation des immigrés en Suisse et en France: Une approche des opportunités politiques. Dans: Wicker, Hans-Rudolf, Rosita Fibbi et Werner Haug (éds.): *Les migrations et la Suisse: Résultats du Programme national « Migrations et relations interculturelles »*. Zurich: Seismo, 104–130.
- Giugni, Marco et Florence Passy (2004): Migrant Mobilization between Political Institutions and Citizenship Regimes: A Comparison of France and Switzerland. *European Journal of Political Research* 43(1): 51–82.
- Giugni, Marco et Florence Passy (2006): *Le miroir de la nation: La politique contestataire de l'immigration en France et en Suisse*. Paris: L'Harmattan.
- Giugni, Marco et Pascal Sciarini (2009): Polarisation et politisation en Suisse. Dans: Suter, Christian, Dominique Joye et René Levy (éds.): *Rapport social 2008*. Zurich: Seismo, 222–243.
- Goldstone, Jack A. (1998): Social Movements or Revolutions? On the Evolution and Outcomes of Collective Action. Dans: Giugni, Marco, Doug McAdam et Charles Tilly (éds.): *From Contention to Democracy*. Boulder, CO: Rowman and Littlefield, 125–145.
- Grande, Edgar et Hanspeter Kriesi (2012): The Transformative Power of Globalization and the Structure of Political Conflict in Western Europe. Dans: Kriesi, Hanspeter, Edgar Grande, Matrin Dolezal, Marc Helbling, Dominic Höglinger et Bruno Wüest (éds.): *Political Conflict in Western Europe*. Cambridge: Cambridge University Press, 3–35.
- Groupe de travail pour l'histoire du mouvement ouvrier Zurich (1978, éd.) [1975]: *Le mouvement ouvrier suisse: Situation, organisation et luttes des travailleurs de 1800 à nos jours. Documents*. Deuxième édition. Genève: Editions Adversaires.
- Gruner, Erich (1987–1988, éd.): *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz, 1880–1914: Soziale Lage, Organisation und Kämpfe von Arbeitern und Unternehmern, politische Organisation und Sozialpolitik*. Zürich: Chronos Verlag.
- Hardmeier, Benno (1970): *Aus der Geschichte der schweizerischen Arbeiterbewegung*. Bern: Schweizerische Arbeiterbildungszentrale.
- Hardmeier, Sibylle (1997): *Frühe Frauenstimmrechtsbewegung in der Schweiz (1890–1930)*. Zürich: Chronos Verlag.

- Härry, Daniel et Andreas Ladner (1985): Die Union Des Producteurs Suisses – Opposition in der Bauernschaft. Dans: Kriesi, Hanspeter (éd.): *Bewegung in der Schweizer Politik: Fallstudien zu politischen Mobilisierungsprozessen in der Schweiz*. Frankfurt: Campus, 59–80.
- Hennecka, Hans Peter (1972): *Die jurassische Separatisten*. Meisenheim am Glan: Hain.
- Hutter, Swen (2012): Restructuring Protest Politics: The Terrain of Cultural Winners. Dans: Kriesi, Hanspeter, Edgar Grande, Matrin Dolezal, Marc Helbling, Dominic Höglinger et Bruno Wüest (éds.): *Political Conflict in Western Europe*. Cambridge: Cambridge University Press, 151–181.
- Hutter, Swen et Marco Giugni (2009): Protest Politics in a Changing Political Context: Switzerland, 1975–2005. *Swiss Political Science Review* 15(3), 395–430.
- Ignazi, Piero (1992): The Silent Counter-revolution. *European Journal of Political Research* 22(1), 1–30.
- Ireland, Patrick (1994): *The Policy Challenge of Ethnic Diversity: Immigrant Politics in France and Switzerland*. Cambridge: Harvard University Press.
- Jenkins, John R. G. (1986): *Jura Separatism in Switzerland*. Oxford: Clarendon Press.
- Jost, Hans Ulrich et Monique Pavillon (1992): *Les avant-gardes réactionnaires: La naissance de la nouvelle droite en Suisse, 1890–1914*. Lausanne: Editions d'en Bas.
- Kitschelt, Herbert (1995): *The Radical Right in Western Europe*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Klandermans, Bert et Dirk Oegema (1987): Potentials, Networks, Motivations, and Barriers: Steps toward Participation in Social Movements. *American Sociological Review* 52, 519–531.
- Koopmans, Ruud (1996): Explaining the Rise of Racist and Extreme Right Violence in Western Europe: Grievances or Opportunities? *European Journal of Political Research* 30(2), 185–216.
- Koopmans, Ruud et Paul Statham (1999): Challenging the Liberal Nation-State? Postnationalism, and the Collective Claims Making of Migrants and Ethnic Minorities in Britain and Germany. *American Journal of Sociology* 105, 652–696.
- Koopmans, Ruud et Paul Statham (2000): Migration and Ethnic Relations as a Field of Political Contention: An Opportunity Structure Approach. Dans: Koopmans, Ruud et Paul Statham (éds.): *Challenging Immigration and Ethnic Relations Politics*. Oxford: Oxford University Press, 13–56.
- Koopmans, Ruud, Paul Statham, Marco Giugni et Florence Passy (2005): *Contested Citizenship: Immigration and Cultural Diversity in Europe*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Kriesi, Hanspeter (1982): *AKW-Gegner in der Schweiz*. Diessenhofen: Rüegger.
- Kriesi, Hanspeter (1984): *Die Zürcher Bewegung: Bilder, Interaktionen, Zusammenhänge*. Frankfurt: Campus.
- Kriesi, Hanspeter (1985, éd.): *Bewegung in der Schweizer Politik: Fallstudien zu politischen Mobilisierungsprozessen in der Schweiz*. Frankfurt: Campus.
- Kriesi, Hanspeter (1986): Perspektiven neuer Politik: Parteien und neue soziale Bewegungen. *Annuaire Suisse de Science Politique* 26, 333–350.
- Kriesi, Hanspeter (1989): New Social Movements and the New Class in the Netherlands. *American Journal of Sociology* 94, 1078–1116.
- Kriesi, Hanspeter (1991): Switzerland: A Marginal Field of Research in an Underdeveloped Social Science Community. Dans: Rucht, Dieter (éd.): *Research on Social Movements: The State of the Art in Europe and Western Europe*. Frankfurt / Boulder, CO: Campus / Westview, 203–229.
- Kriesi, Hanspeter (1995a): Bewegungen auf der Linken, Bewegungen auf der Rechten: die Mobilisierung von zwei neuen Typen von sozialen Bewegungen in ihrem politischen Kontext. *Revue Suisse de Science Politique* 1, 9–52.
- Kriesi, Hanspeter (1995b): The Political Opportunity Structure of New Social Movements: Its Impact on Their Mobilization. Dans: Jenkins, J. Craig et Bert Klandermans (éds.): *The Politics of Social Protest: Comparative Perspectives on States and Social Movements*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 167–198.
- Kriesi, Hanspeter (1995c): *Le système politique suisse*. Paris: Economica.
- Kriesi, Hanspeter (1999): Movements of the Left, Movements of the Right: Putting the Mobilization of Two New Types of Social Movements into Political Context. Dans: Kitschelt, Herbert, Peter Lange, Gary Marks and John D. Stephens (éds.): *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*. Cambridge: Cambridge University Press, 398–423.

- Kriesi, Hanspeter, Ruud Koopmans, Jan Willem Duyvendak et Marco Giugni (1992): New Social Movements and Political Opportunities in Western Europe. *European Journal of Political Research* 22(2), 219–244.
- Kriesi, Hanspeter, Ruud Koopmans, Jan Willem Duyvendak et Marco Giugni (1995): *New Social Movements in Western Europe: A Comparative Analysis*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Kriesi, Hanspeter, René Levy, Gilbert Gangillet et Heinz Zwicky (1981, éd.): *Politische Aktivierung in der Schweiz, 1945–1978*. Diessenhofen: Rüegger.
- Kriesi, Hanspeter et Dominique Wisler (1996): Social Movements and Direct Democracy in Switzerland. *European Journal of Political Research* 30(1): 19–40.
- Kriesi, Hanspeter et Dominique Wisler (1999): The Impact of Social Movements on Political Institutions: A Comparison of the Introduction of Direct Legislation in Switzerland and the United States. Dans: Giugni, Marco, Doug McAdam et Charles Tilly: *How Social Movements Matter*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 42–65.
- Lévy, René (1981): Politische Basisaktivität im Bereich der Umweltproblematik. *Annuaire Suisse de Science Politique* 21, 9–37.
- Lévy, René et Heinz Zwicky (1984): Politische Partizipation und neuere Aktionsformen. Dans: Klöti, Ulrich (éd.): *Manuel Système Politique Suisse*. Bern: Haupt.
- Lezzi, Otto (1990): *Zur Geschichte der schweizerischen Arbeiterbewegung*. Bern: Schweizerische Gewerkschaftsbund.
- McAdam, Doug (1996): Conceptual Origins, Current Problems, Future Directions. Dans: McAdam, Doug, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (éds.): *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge: Cambridge University Press, 23–40.
- Ménétreay, Anne-Catherine, Pierre Agthe, Alain Bottarelli et Collectif de défense de « Lôzane bouge » (1982): *La vie ... vite. Lausanne bouge 1980–1981: Une chronique*. Lausanne: Editions d'en Bas.
- Mesmer, Beatrix (1988): *Ausgeklammert – Eingeklammert: Frauen und Frauenorganisationen in der Schweiz des 19. Jahrhunderts*. Basel: Helbing & Lichtenhahn.
- Moroni, Isabelle (1994): Processus de politisation des problèmes et mouvements féministes: le cas de l'avortement et de la procréation assistée en Suisse. *Annuaire Suisse de Science Politique* 34, 99–122.
- Neveu, Erik (2005) [1996]: *Sociologie des mouvements sociaux*. Quatrième édition. Paris: La Découverte.
- Passy, Florence (1998): *L'Action altruiste: Contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*. Genève: Droz.
- Passy, Florence (2001): Socialization, Connection, and the Structure/Agency Gap. A Specification of the Impact of Networks on Participation in Social Movements. *Mobilization* 6(2): 173–92.
- Passy, Florence et Marko Bandler (2003): Protestation altermondialiste: une nouvelle vague de contestation? Une analyse des cadres narratifs et des réseaux d'action, *papier pour le Congrès annuel des associations de science politique Suisse, Allemande et Autrichienne*. Berne, 14–15 novembre.
- Passy, Florence et Marco Giugni (2000): Life-spheres, Networks, and Sustained Participation in Social Movements. A Phenomenological Approach to Political Commitment. *Sociological Forum* 15, 117–144.
- Passy, Florence et Marco Giugni (2001): Social Networks and Individual Perceptions: Explaining Differential Participation in Social Movements. *Sociological Forum* 16, 123–153.
- Passy, Florence et Marco Giugni (2005): Récits, imaginaires collectifs et formes d'action protestataire: Une approche constructiviste de la contestation antiraciste. *Revue Française de Science Politique* 55, 889–918.
- Raschke, Joachim (1985): *Soziale Bewegungen: Ein historisch-systematischer Grundriss*. Frankfurt: Campus.
- Rennwald, Jean-Claude (1994): *La transformation de la structure du pouvoir dans le canton du Jura (1970–1991): Du séparatisme à l'intégration au système politique suisse*. Courrendlin: Communication jurassienne et européenne (CJE).
- Revue Européenne des Sciences Sociales (1973, éd.): *Histoire du mouvement ouvrier en Suisse*. Cahiers Vilfredo Pareto XI (29).
- Rokkan, Stein (1970): *Citizens, Elections, Parties*. Oslo: Universitetsforlaget.
- Rossiaud, Jean (2003): De l'anti- à l'alter mondialisation. Dans: Comelieu, Christian (éd.): *Brouillons pour l'avenir: contributions au débat sur les alternatives*. Paris: PUF, 99–116.

- Saint-Ouen François (1986): Vers une remontée du national-populisme en Suisse? Le cas des vigilants genevois. *Annuaire Suisse de Science Politique* 26, 211–224.
- Schroeren, Michael (1977): *Zum Beispiel Kaiseraugst. Der gewaltfreie Widerstand gegen das Atomkraftwerk: Vom legalen Protest zum zivilen Ungehorsam*. Zürich: Schweizerischer Friedensrat.
- Smith, Jackie (2004): Transnational Processes and Movements. Dans: Snow, David A., Sarah Soule et Hanspeter Kriesi (éds.): *Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford: Blackwell, 311–335.
- Smith, Jackie et Hank Johnston (2002, éds.): *Globalization and Resistance: Transnational Dimensions of Social Movements*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield.
- Snow, David A., Sarah Soule et Hanspeter Kriesi (2004, éds.): *Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford: Blackwell.
- Snow, David A., Donatella Della Porta, Bert Klandermans et Doug McAdam (2013, éds.): *The Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*. Oxford: Blackwell.
- Sommier, Isabelle (2003): *Le Renouveau des Mouvements Contestataires à l'Heure de la Mondialisation*. Paris: Flammarion.
- Studer, Brigitte et François Vallotton (1997, éds.): *Histoire sociale et mouvement ouvrier: Un bilan historiographique, 1848–1998*. Lausanne: Editions d'en Bas.
- Studer, Brigitte et François Vallotton (1997b, éds.): *Sozialgeschichte und Arbeiterbewegung: Eine historiographische Bilanz, 1848–1998*. Chronos Verlag.
- Tarrow, Sidney (1996): States and Opportunities: The Political Structuring of Social Movements. Dans: McAdam, Doug, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (éds.): *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge: Cambridge University Press, 41–61.
- Tarrow, Sidney (2011)[1994]: *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*. Troisième édition. Cambridge: Cambridge University Press.
- Tarrow, Sidney (2005): *The New Transnational Activism*. Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Tilly, Charles (1978): *From Mobilization to Revolution*. Reading, MA: Addison-Wesley.
- Tilly, Charles (2004): *Social Movements, 1768–2004*. Boulder, CO: Paradigm Publishers.
- Voegeli, Yvonne (1997): *Zwischen Hausrat und Rathaus: Auseinandersetzungen um die politische Gleichberechtigung der Frauen in der Schweiz 1945–1971*. Zürich: Chronos Verlag.
- Vuilleumier, Marc (1973): Le mouvement ouvrier en Suisse pendant et après la première guerre mondiale: bilan historiographique. *Le Mouvement Social* 84, 98–126.
- Vuilleumier, Marc, François Kohler, Eliane Ballif, Mauro Cerutti et Bernard Chevalley (1977): *La grève générale de 1918 en Suisse*. Genève: Grounauer.
- Vuilleumier, Marc et Ruth Fivaz-Silbermann (1973): *Histoire du mouvement ouvrier en Suisse*. Genève: Droz.
- Willener, Alfred (1984): *L'avenir instantané: Mouvement des jeunes à Zurich*. Lausanne: Favre.
- Windisch, Uli, Jean-Marc Jaeggi et Gérard de Rahm (1978): *Xénophobie? Logique de la pensée populaire: Analyse sociologique du discours des partisans et des adversaires des mouvements xénophobes*. Lausanne: L'Âge d'homme.
- Wisler, Dominique (1994): *Violence politique et mouvements sociaux: Etude sur les radicalisations sociales, 1969–1990*. Genève: Georg.
- Wisler, Dominique, José Barranco, Pierre Gentile et Maja Jegen (1996): Etat, violence politique et interactions. *Revue Suisse de Science Politique* 2, 19–45.
- Woodtli, Susanna (1977): *Du féminisme à l'égalité politique: Un siècle de luttes en Suisse, 1868–1971*. Lausanne: Payot.
- Zwicky, Heinrich (1982): *Politische Aktivität, Illegitimität und Stabilisierung: Eine Untersuchung kontextueller Determination von Bürgeraktivitäten und Unzufriedenheit in der Schweiz*. Diessenhofen: Rüegger.
- Zwicky, Heinz (1993): Umweltaktivierung in den 80-er Jahren. *Annuaire Suisse de Science Politique* 33, 185–204.